



LE 16 OCTOBRE 2009

PARTOUT, ENSEMBLE, EXIGEONS

L'AUGMENTATION DES PENSIONS

LE DROIT A LA SANTE

Les organisations syndicales et associations de retraités
CGT , CFDT , FGR-FP , CFTC , CFE-CGC , FSU , UNSA , UNRPA
Appellent tous les retraités à participer à une manifestation
Vendredi 16 octobre 2009 à 15 heures
Place André Malraux – Grenoble (arrêt tram Chavant)

Il faut maintenir la pression !

Tout au long de l'année 2009 des dizaines de milliers de retraités ont revendiqué pour leur pouvoir d'achat, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales de retraités et d'associations. La seule réponse du gouvernement a été de reporter l'augmentation des retraites du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2009 ! Pour autant l'heure n'est pas à la résignation.

Les retraités, comme les salariés, n'ont pas à subir les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Le fait que la bourse soit repartie à la hausse n'est pas synonyme de fin de crise, d'autant qu'il n'y a aucune amélioration sur les salaires et le pouvoir d'achat, pas plus sur les pensions et retraites et que la récession de l'emploi se poursuit.

Tant que l'emploi, les salaires, les retraites et l'investissement ne repartent pas à la hausse, la situation demeure fragile et inquiétante pour des milliers de salariés, de privés d'emploi et de retraités.

Sur le plan politique, les dispositions prises ne garantissent en rien une sortie de crise. Pire, elles tendent à reproduire les facteurs qui l'ont provoquée en dépit du fait que de nombreux économistes de tous horizons en aient identifié les causes situés dans la logique d'actionnaires plus préoccupés à dégager des profits par l'activité boursière et spéculative que par le renforcement du potentiel industriel de notre pays.

Il y a de l'argent pour les banques et la finance, il en faut pour les salaires, les retraites , les services publics, la santé, la poste, les transports en commun, le logement adapté.

Nous sommes devant un véritable choix de société : une société du chacun pour soi ou bien une société solidaire où les besoins humains sont prioritaires, dans l'objectif d'un développement durable.

La crise condamne les retraites par capitalisation

Pour tous les régimes par capitalisation, la crise financière a fait subir des baisses draconiennes et considérables de revenus à des millions de retraités dans le monde.

En France, les régimes complémentaires ARRCO, AGIRC et IRCANTEC, qui ont des fonds de réserve importants (plus d'une année de prestations), sont aussi affectés dans une moindre mesure. L'incertitude est grande sur l'efficacité d'une telle accumulation.

Cela conforte notre position revendicative, exigeant que l'avenir des régimes de retraite repose sur le principe de solidarité intergénérationnelles que seul garantie un système par répartition.

.../...

Renforcer et développer notre système de retraite par répartition.

Le système français de retraite par répartition nous protège des effets directs de la crise, puisque les cotisations ne passent pas par la bourse. Mais il n'est pas à l'abri des soubresauts économiques, notamment ceux qui affectent déjà l'emploi et les salaires, puisque ce système dépend de l'évolution de la masse salariale (emplois et salaires) pour ses ressources. Il faut donc le renforcer et combattre les dispositifs qui l'affaiblissent comme les mesures Balladur et la loi Fillon de 2003.

Construire une alternative basée sur l'emploi, les salaires et une réforme du financement de la protection sociale.

Salariés et retraités ne sont pas responsables de la crise. Leur intervention est indispensable pour empêcher qu'on ne leur fasse payer. D'autres choix sont possibles : il faut favoriser l'emploi, les activités de production de biens et de services, les salaires et les retraites. L'État a évidemment un rôle décisif à jouer. Il peut donner un coup de pouce au SMIC, valoriser les pensions et les minima sociaux, soutenir réellement les investissements productifs au lieu de multiplier les cadeaux fiscaux. Ceci permettrait une autre répartition des richesses qui privilégierait le travail, contribuerait à une croissance durable et n'alimenterait pas la financiarisation de l'économie.

S'organiser pour être plus fort.

Ce n'est pas parce qu'on n'a plus de patron, qu'on n'a plus de revendications ! Le syndicalisme retraité défend les revendications spécifiques des retraités : pouvoir d'achat, santé, services publics et de proximité... 13 millions de retraités, cela représente une force pour revendiquer une société solidaire, pour tous les âges ! C'est ce que revendique la CGT.

Pour être entendu, il faut être plus fort : la force du syndicalisme ce sont ses syndiqués. Pour participer à la définition des revendications, pour débattre et donner son avis, pour se mobiliser et se battre !

VOUS VOULEZ QUE ÇA CHANGE : INVESTISSEZ-VOUS , SYNDIQUEZ-VOUS !

Le 16 octobre, donnons-nous les moyens de nous faire entendre !

La CGT propose d'exiger partout , pour toutes et tous :

- ▶ Une augmentation d'au moins 200 euros immédiatement,
- ▶ La fixation du minimum de retraite au niveau du smic,
- ▶ Le relèvement de la pension de reversion à 75% de la retraite initiale,
- ▶ Le retour à l'indexation de l'évolution des pensions sur les salaires.
- ▶ L'amélioration des réponses à la hauteur des besoins des personnes en situation de perte d'autonomie, à leur domicile et en établissement , avec la prise en charge par la sécurité sociale.

Je me syndique à la CGT ☐

Je prends contact avec la CGT ☐

Nom : Prénom :

Adresse

Situation : ☐ Actif ☐ Retraité

Profession : Entreprise :

Et pour 13,90 € par an (tarifs 2009), je m'abonne à Vie nouvelle ☐

A retourner à un militant de votre connaissance ou
à USR CGT – 32, avenue de l'Europe -38030 Grenoble cedex 2